

PROCEDURE PILOTE MARCHÉ

1. OBJET

Définition des attributions et responsabilités du pilote marché dans l'exécution d'un Marché.

2. BUT

Cette procédure a pour objectif l'évaluation des fournisseurs par la mise en place d'un interlocuteur bien identifié intitulé pilote marché.

3. DOMAINE D'APPLICATION

Cette procédure s'applique au marché relatif à l'Appel d'Offres en question.

4. DEFINITIONS

Le pilote marché est un responsable d'entité ou de projet désigné par la direction, c'est généralement le principal « utilisateur » du marché ou un des principaux utilisateurs si le marché est partagé entre plusieurs directions (dans ce cas chaque entité reste responsable de la bonne exécution du marché au sein de son périmètre).

5. MISSIONS DU PILOTE MARCHÉ

- Il participe à l'élaboration du cahier des charges et au jugement des offres.
- Il est l'interlocuteur naturel du fournisseur dans l'exécution du marché. Si le marché concerne plusieurs entités Redal, il coordonne avec les différents utilisateurs et centralise les informations.
- Il suit l'exécution du marché, les éventuels problèmes de qualité, délai,...et tient informé la DAC ; en cas de dysfonctionnement il coordonne avec la DAC pour une éventuelle mise au point avec le fournisseur.
- Il tient à jour l'estimation prévisionnelle de consommation du marché et alerte (sa direction et la DAC) en cas de dérive.
- En cas de retard imputable à l'entreprise, il propose l'application de pénalités de retard et coordonne avec la Direction Comptable et Financière leur éventuelle application.
- Il participe à la réception provisoire, et plus tard à la réception définitive, et il s'assure de la bonne clôture du marché (décomptes définitifs, levée de réserves, rapport définitif du marché, ...).
- Il évalue systématiquement le fournisseur à la fin du marché, le cas échéant en recueillant les avis des différents utilisateurs, et restitue les résultats à la DAC. Chaque fois que cela est opportun, il complète l'évaluation fournisseur d'une évaluation de la manière dont REDAL a géré le marché en proposant des pistes d'amélioration.

6. RESPONSABILITES

FONCTIONS	MISSIONS ET RESPONSABILITES
Directeur Achats	<p>Préside la Commission d'évaluation ;</p> <p>Valide la liste annuelle des fournisseurs à évaluer ;</p> <p>Approuve et valide les fiches d'évaluation des fournisseurs ;</p> <p>Valide les décisions de la commission d'évaluation.</p>
Commission d'Evaluation (CE)	<p>Valide l'appréciation du fournisseur ;</p> <p>Approuve les plans d'actions des fournisseurs insatisfaisants ;</p> <p>Statue sur le maintien ou l'exclusion temporaire de la base des fournisseurs.</p>
Le Responsable Département Achats et Marchés	<p>Définit annuellement la liste des fournisseurs à évaluer ;</p> <p>Lance le processus évaluation. -fiche de suivi- par activité ;</p> <p>Elabore les grilles de notation et d'appréciation. ;</p> <p>Soumet à la CE l'évaluation des fournisseurs pour validation ;</p> <p>Suit le respect du plan d'action pour les fournisseurs classés insatisfaisants ;</p> <p>Assure l'information interne et externe.</p>
Pilote Marché	<p>Evalue systématiquement le fournisseur à la fin du marché en renseignant et validant les fiches de suivi de la prestation ;</p> <p>Recueille les avis des différents utilisateurs, et restitue les résultats à la DAC ;</p> <p>Complète l'évaluation fournisseur en proposant des pistes d'amélioration ;</p> <p>Suit le respect du plan d'action pour les fournisseurs classés insatisfaisant ;</p> <p>Participe à la commission d'évaluation.</p>
Responsable Approvisionnement ou Utilisateur Direct	<p>Participe à l'évaluation en renseignant les fiches de suivis ;</p> <p>Suit le respect du plan d'action pour les fournisseurs classés insatisfaisants ;</p> <p>Participe au besoin à la commission d'évaluation.</p>

CHARTRE DE CONFORMITE ANTI CORRUPTION

La présente chartre, définit les principes fondamentaux de l'approche de **Redal** filiale du Groupe Veolia, en matière de corruption, dans le cadre des **marchés** avec les **fournisseurs, sous-traitants, et groupements**.

Ainsi, lors de la mise en œuvre des termes de tout appel à la concurrence, pouvant donner lieu à un **marché**, le **fournisseur** s'engage par la présente chartre à se conformer strictement à toute réglementation nationale et internationale applicable interdisant la corruption d'agents public ou privé, le trafic d'influence, le blanchiment d'argent, susceptible notamment de faire l'objet d'une interdiction de soumissionner à des appels à la concurrence.

Le **fournisseur** s'engage à mettre en place et à mettre en œuvre les politiques et mesures nécessaires et raisonnables afin de prévenir et d'empêcher la corruption.

Le **fournisseur** déclare, qu'à sa connaissance, ses représentants légaux, ses dirigeants, ses salariés, ses agents, et toute autre personne effectuant une prestation quelconque pour le compte de **Redal**, n'offre, ne donne, n'accepte de donner, n'autorise, ne sollicite ou n'accepte, directement ou indirectement, de remettre de l'argent ou toute autre valeur similaire comme tout avantage ou cadeau à toute personne ou société quelle qu'elle soit, y compris tout représentant officiel ou employé de **Redal**, dans l'intention de les corrompre et/ou en vue de les inciter à agir de manière inappropriée au regard de leurs fonctions ou activités afin d'obtenir ou conserver pour une affaire commerciale ou lui faire bénéficier d'un avantage quelconque dans le cadre de ses activités.

Le **fournisseur** s'engage également à s'assurer que ni lui ni aucun de ses représentants légaux, ses dirigeants, ses salariés, ses agents, ses sous-traitants et toute autre personne effectuant une prestation de services pour le compte de **Redal**, n'ont été ou ne sont exclus, suspendus, proposés à une suspension ou à une exclusion, ou autrement interdit de participer à des programmes de passation de marchés publics par une agence gouvernementale et/ou de soumissionner à des appels d'offres de la Banque mondiale ou toute autre banque internationale de développement.

Le **fournisseur** s'engage à conserver pour une durée appropriée suivant la date d'achèvement ou de résiliation d'un marché le liant à **Redal**, les justificatifs permettant de démontrer le respect des dispositions de la présente charte.

Le **fournisseur** s'engage à notifier à **Redal**, dans un délai raisonnable, toute violation de la présente charte.

Si **Redal** notifie au **fournisseur** qu'il existe des motifs raisonnables de penser qu'il a violé cette charte :

- (a) **Redal** sera en droit de suspendre, sans préavis, l'exécution de tout **marché** aussi longtemps qu'elle l'estimera nécessaire, afin d'enquêter sur les faits concernés, sans engager sa propre responsabilité ou faire naître une obligation envers le **fournisseur** concernant une telle suspension.
- (b) **Redal** prendra les mesures raisonnables afin d'empêcher la perte ou la destruction des preuves en relation avec les faits concernés.

Si le **fournisseur** ne respecte pas cette clause :

- (a) **Redal** pourra immédiatement résilier le **marché** sans préavis et sans engager sa responsabilité.
- (b) Le **fournisseur** indemniserà **Redal**, dans les limites de ce qui est autorisé par la loi, pour toutes pertes, tous dommages, ou toutes dépenses encourues ou subies par **Redal**, en conséquence d'une telle violation.

Je soussigné(e), Madame, Monsieur
dûment habilité(e) à représenter l'entreprise
atteste avoir pris connaissance des clauses de la présente « Charte de conformité anti-corruption » et m'engage à fournir les informations nécessaires et à réaliser les démarches nécessaires pour répondre pleinement à ces exigences.

Fait à, le

Signature et cachet de l'entreprise

- Le **fournisseur** désigne fournisseur (s), entrepreneur (s), sous-traitant (s), groupement (s).
- Le **Marché** désigne tout contrat écrit, à titre onéreux conclu entre, d'une part, la société **Redal** et, d'autre part, une personne physique ou morale appelée entrepreneur, fournisseur ou prestataire de services, ayant pour objet l'exécution de travaux, la livraison de fournitures ou la réalisation de prestations de services.

CHARTRE ACHATS

Redal a défini une politique Développement Durable volontariste, à la hauteur de ses valeurs, de ses exigences et de son positionnement de leader, au travers notamment, de la Charte du Développement Durable de son Groupe Veolia.

Ainsi, Redal s'est engagée dans une démarche de développement durable dont le but principal est d'accompagner de façon efficace, en tant qu'opérateur de services publics de proximité, ses clients institutionnels et les collectivités locales, dans leur politique en faveur du progrès social, de la croissance économique et de protection de l'environnement.

Dans ce sens, et forte de ses spécificités, Redal a mis en place un Système de Management Environnemental.

En déclinaison de ces principes, la Direction Achats de Redal a pris les engagements suivants :

- Susciter chez nos partenaires, sous-traitants et fournisseurs, l'adhésion à nos engagements en matière de développement durable,
- Rechercher, promouvoir, soutenir les partenaires, sous-traitants et fournisseurs qui respectent les droits sociaux fondamentaux tels que définis dans les conventions internationales de l'Organisation Internationale du Travail (OIT),
- Construire, avec nos partenaires, sous-traitants et fournisseurs, une relation durable dans une logique de valorisation mutuelle basée sur la confiance, le dialogue, l'équité, la transparence, le coût global,

Dans ce but, le partenaire (sous-traitant ou fournisseur) s'engage donc à adhérer à cette démarche et déclare :

1. En matière de pratiques sociales et éthiques,

1.1 Respecter les principes des conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail : abolition du travail des enfants, élimination de toute forme de travail forcé ou obligatoire, couverture sociale, etc.,

1.2 Ne pratiquer aucune discrimination en matière d'embauche et de gestion du personnel et pratiquer l'égalité de traitement,

1.3 Refuser toutes pratiques avilissantes dans l'entreprise : punition corporelle, coercition mentale ou physique, etc.,

1.4 Respecter la législation en vigueur en matière de gestion de : durée de travail, rémunération, formation, droit syndical, liberté d'association,

1.5 Mettre en place une démarche de prévention des risques professionnels axée sur la sécurité au travail et assurer, sur le lieu de travail, des conditions d'hygiène et de sécurité en accord avec la législation,

1.6 Favoriser la formation professionnelle de son personnel,

1.7 S'interdire de recourir au travail clandestin,

1.8 S'acquitter de toutes ses obligations légales en matière de déclarations administratives, sociales et fiscales,

1.9 S'engager à lutter contre la corruption, sous quelques formes que ce soit,

2. En matière de pratiques environnementales,

2.1 Adhérer et respecter les principes fondamentaux de protection de l'environnement par la mise en place d'une politique environnementale, visant à se rapprocher des meilleures pratiques de sa profession, notamment en matière de préservation des ressources naturelles, de protection de l'environnement humain et du patrimoine,

2.2 Respecter la réglementation environnementale internationale, nationale et locale en matière d'interdiction de certains produits et procédés,

2.3 S'engager à maîtriser les conséquences de son activité sur l'environnement et mettre en place une démarche d'amélioration continue de gestion et de maîtrise des impacts environnementaux de son activité,

2.4 Développer une politique de recyclage des déchets,

3. De façon générale,

3.1 Promouvoir les principes de cette charte auprès de ses propres partenaires,

3.2 S'assurer que ses propres sous-traitants et fournisseurs respectent les principes défendus par la présente charte,

3.3 Accepter la possibilité pour Redal d'effectuer des audits afin de vérifier la bonne application de ces principes,

3.4 Mettre en œuvre, dans les délais convenus, les actions de mise en conformité et d'amélioration qui pourront être demandées par Redal dans le cadre d'une démarche de progrès.

Je soussigné(e), Madame,
Monsieur, dûment habilité(e) à
représenter l'entreprise, atteste avoir pris
connaissance des clauses de la présente « Charte Achats Redal » et m'engage à fournir les
informations nécessaires et à réaliser les démarches nécessaires pour répondre pleinement à ces
exigences.

Fait à, le

Signature et cachet de l'entreprise

Référence :

- La Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, adoptée en 1948,
- Les conventions internationales des Droits de l'Homme au travail, de l'Organisation Internationale du Travail,
- La convention internationale relative aux Droits des Enfants, adoptée en 1989,
- Les conventions internationales du Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme, et notamment celles relative à l'élimination de toutes formes de discrimination adoptées en 1965 et 1979 et celle contre la torture et autres traitements cruels ou dégradants, adoptée en 1984,
- Charte Développement Durable VEOLIA.